

Comment se pose la question de la NATION en Italie ?

Olivier Tosseri

Journaliste à Rome, spécialiste de l'actualité politique, sociale et religieuse italienne. Auparavant à France Culture (émissions : « La Fabrique de l'Histoire », « Les Chemins de la Connaissance »), a collaboré à la rédaction du hors-série *Le Point/Historia : 100 idées reçues en Histoire*.

Fratelli d'Italia » est le titre de l'hymne italien mais aussi d'un pamphlet publié d'abord sur internet avant de sortir en librairie¹, un best seller qui a pour objet la discussion d'un italien avec un ami anglais en 2013. Les deux hommes parlent des événements politiques des

3 dernières années : le Nord a fait sécession, la Vénétie d'abord, suivie par la Lombardie. Sous la houlette de la Ligue du Nord. Politique fiction ? Le principal allié du gouvernement actuel a toujours comme premier article de ses statuts l'indépendance de la Padanie. Si il préfère plus prudemment parler aujourd'hui de fédéralisme, une autonomie de plus en plus large des régions italiennes est son objectif. Un risque pour la jeune Italie unifiée qui fêtera en 2011 ses 150 ans ? 35 % des 18/24 ans et 37 % des plus de 25 ans ignorent cet anniversaire et près d'un italien sur deux ne se sent pas concerné par un événement qu'il ne juge pas d'actualité.

Célébrer l'unité nationale, oui mais comment ?

Rien de tel que la célébration de l'évènement fondateur de l'Italie contemporaine pour prendre le pouls du sentiment national dans la péninsule. En 2011, l'Italie unifiée célébrera son 150^e anniversaire. Oui mais que célébrer et comment ? Cette question a fait l'objet d'un virulent débat l'été dernier et renseigne sur la façon dont les Italiens pensent et vivent la Nation. Tout commence par une lettre du président de la République, symbole de l'unité républicaine, au dessus des partis comme le veut la Constitution. Il y demande à Silvio Berlusconi des éclaircissements sur la façon dont l'évènement sera honoré. Le précédent gouvernement avait établi un vaste projet de construction de bâtiments ; il sera revu à la baisse, crise oblige. Giorgio Napolitano déplore la lenteur et l'absence de réflexion pour la réalisation du programme des festivités. Moins de constructions mais des fonds surs pour leur réalisation écrit-il en substance. Mais de substance, justement, il en manque singulièrement. Aucun projet culturel et pédagogique propre à représenter et renforcer l'identité nationale n'est envisagé, déplore le Quirinale. Un ancien président de la République Carlo Azeglio Ciampi, à la tête du comité pour les célébrations, menace même de claquer la porte du comité si aucun engagement précis n'est rapidement pris.

Après les festivités du cinquantenaire en 1911 sous le signe d'un jeune État en pleine expansion et modernisation, et celles du centenaire en 1961, d'une Italie en plein miracle économique, le rendez-vous de 2011 risque d'être raté. Au programme des réjouissances, et pour un coût initialement prévu de 140 millions d'euros, figurent entre autres l'agrandissement de l'aéroport de Pérouse, un nouvel hôtel de ville et une salle polyvalente à Ospedaletti en Ligurie et un nouveau palais du cinéma à Venise. Rien qui puisse déclencher un enthousiasme débordant ni donner lieu à un moment de communion et de ferveur nationale. La Ligue du Nord, parti à l'origine séparatiste et principal allié du gouvernement, annonce que l'argent dépensé à cette occasion sera un gâchis et devrait aller aux personnes qui en ont besoin. Elle enfourche ensuite un de ses chevaux de bataille favori en attaquant l'hymne national que personne ne connaît, la langue italienne et le drapeau tricolore ; leur préférant hymnes, bannières et dialectes régionaux. Ces outrances sont récurrentes de la part d'un parti cherchant à conforter son électorat. La classe politique unanime a néanmoins fait bloc pour rappeler son attachement aux symboles de l'unité nationale. Loin de susciter la cohésion des italiens, le débat sur le cent cinquantième anniversaire de l'Unité a provoqué controverses et polémiques. Le signe d'une Nation récente et peu sûre d'elle ? Si on entend par Nation le modèle français basé sur un peuple avec une langue et une histoire communes dans le cadre d'un État fort et centralisé, l'Italie remplit imparfaitement tous ces critères.

Une Nation en cours...

La langue a toujours été le ferment, la justification et le vecteur de la construction d'une nation et de son unité. C'est évidemment le cas pour l'Italie. La péninsule a vécu des siècles d'une histoire politique et économique polycentrique. Turin, Gênes, Milan, Venise, Florence, Rome, Naples. Plus que des villes, des capitales de royaumes, des républiques maritimes, des duchés. A chacun son histoire, sa culture, sa langue. Une marqueterie d'entités politiques sujettes aux dominations étrangères, espagnole, française ou autrichienne; aux invasions, arabes, normandes ou allemandes. Avec souvent pour conséquence non pas l'union contre l'ennemi mais les divisions, les luttes claniques, les rivalités. Guelfes contre Gibelins, guerres entre les républiques maritimes, jacobins contre anti-jacobins sont certains des épisodes de ces oppositions fratricides qui ont scandé l'Histoire de l'Italie avant son unité.

Encore aujourd'hui persiste un puissant campanilisme, un esprit de clocher avec son expression la plus flagrante : la résistance des dialectes et des langues régionales. Face à cela, l'italien a été le symbole principal de l'unité nationale en construction en lui donnant sa justification et sa légitimité. La prise de Rome en 1870 marque l'achèvement du processus unitaire. La même année, l'historien de la littérature Francesco de Sanctis achève son *Histoire de la littérature italienne*. Face au morcèlement politique et aux diversités régionales de la péninsule, l'italien fait figure de socle commun. La classe intellectuelle italienne a très tôt érigé Dante Alighieri (1265-1321) en père de la langue italienne, avec le premier traité de langue vulgaire, son *De vulgari eloquentia* (1304). Le parler toscan des « Trois Couronnes » : Dante, Pétrarque (1304-1374) et Boccace (1313-1375) est adopté comme langue transrégionale de communication pour l'élite intellectuelle italienne. C'est uniquement une infime partie de la population, l'immense majorité conservant l'usage des dialectes locaux.

L'italien moderne issu du toscan trouve son expression achevée dans le roman *I promessi sposi*, « Les Fiancés » d'Alessandro Manzoni (1785-1873) qui en fige la grammaire, le lexique et l'orthographe. L'unité politique ne peut se faire sans unité linguistique, la communauté nationale a désormais un symbole et un moyen de communication. Reste à l'imposer à une population encore très largement analphabète et peu prompte à abandonner ses idiomes locaux. Celà sera le rôle de l'École à qui est confiée la mission d'éduquer le peuple. Un processus long et imparfait qui ne sera parachevé que très récemment par la radio mais surtout la télévision. Une langue italienne symbole d'unité désormais adoptée par tous mais qui, paradoxalement, n'est pas reconnue langue officielle de l'Italie par un article de la Constitution. Elle est en outre régulièrement remise en cause par la Ligue du Nord qui rien que ces 6 derniers mois a de nouveau réclamé : un

test en dialecte pour les instituteurs, son enseignement obligatoire dans les écoles, le sous-titrage des séries télévisées, ou encore son usage pour la présentation des journaux d'informations régionaux.

Des revendications qui suscitent à chaque fois une levée de boucliers mais qui trouvent leur légitimité dans la résistance des dialectes et des langues régionales. Si leur recul est net ces dernières années (32 % des Italiens ne parlaient que le dialecte en 1988, ils sont aujourd'hui 16 %²) leur résistance n'a rien d'un combat d'arrière garde. L'usage d'un mélange d'italien et de dialecte est fréquent surtout en famille et entre amis. Si les jeunes générations ne le parlent plus fréquemment, beaucoup le comprennent et s'en servent pour communiquer avec les grands-parents, signe d'un attachement à la communauté locale et familiale encore très fort. Le dialecte reste aussi la langue des organisations mafieuses qui défient l'État. Les liens avec la communauté nationale ne se concrétiseraient donc que dans l'usage de l'italien comme langue de communication ? Comment est perçu l'État, le cadre institutionnel de la Nation ?

... dans un État inachevé

Le débat sur les préparatifs des 150 ans de la naissance de l'Italie unifiée a mis au jour un véritable révisionnisme historiographique. Un nouveau consensus sur le roman des origines nationales s'est substitué à l'ancien. L'interprétation donnée aujourd'hui de l'évènement est révélatrice du rapport des Italiens à l'État. La vision hagiographique du *Risorgimento* est battue en brèche depuis plusieurs années. La naissance de l'État unitaire n'est plus seulement vue comme l'élément fondateur de la Nation donnant à l'Italie sa liberté en la modernisant. Les nostalgies néo-bourboniennes, néo-autrichiennes, néo catholico-temporelles fleurissent pour converger vers la dénonciation de « l'Italie des piémontais ». Il est vrai que l'unité a été voulue par les élites culturelles, maçonniques, surtout du Nord, sans appui populaire. Elle a été le fruit du réalisme et du pragmatisme politiques des dirigeants du royaume de Piémont-Sardaigne³. La construction d'un État moderne avec une langue commune et une autorité centralisée a été réalisée et imposée rapidement, parfois même dans la précipitation lorsque l'on pense à Garibaldi dont l'activisme a obligé Victor-Emmanuel II à intervenir dans le Sud. Mais la réalisation de ce nouvel ensemble a dans les faits été longue, difficile et n'est toujours pas pleinement achevée. Au XIX^e siècle, les habitants de la péninsule sont au mieux indifférents, au pire rétifs à cette nouvelle forme d'autorité étatique. Le centralisme du royaume de la Maison de Savoie, héritier du centralisme politique de l'empire romain et de celui, spirituel, de l'Église Catholique est mal vécu par des populations encore attachées aux anciennes formes

de pouvoir qu'il remplace. Le Sud voit d'un mauvais œil cette Italie des Piémontais dans laquelle il est peu représenté. Les plébiscites sanctionnant le rattachement au royaume de Piémont-Sardaigne sont très largement entachés de fraudes massives. L'Unité est imposée par la force plus que le fruit d'une profonde conviction.

L'État unitaire est ainsi aujourd'hui perçu comme un des responsables des maux de l'Italie en n'ayant pas résolu mais accentué les disparités de la péninsule. Le Nord riche et industriel se voit contraint de soutenir un Sud en retard économiquement, alors que les régions méridionales regrettent une autonomie perdue, remplacée par une dépendance vis-à-vis des subventions de la capitale Rome. La question méridionale, ce sud aux structures économiques et sociales en retard, est plus que jamais d'actualité 150 ans après l'unité. Cette véritable ligne de fracture continue d'agiter la vie politique italienne. Une question qui nourrit frustrations, sentiments d'abandon ou d'exploitation peu propices à encourager la consolidation d'une communauté nationale. D'autant plus que l'Etat, faute d'être perçu par tous comme un socle commun, concentre un faisceau de critiques de toutes parts. On lui reproche ses impérities et ses insuffisances voire son absence au Sud. La Ligue du Nord, fortement implantée dans les régions septentrionales, ne voit que ses lourdeurs bureaucratiques, ses pesanteurs qui entravent l'initiative individuelle des petites et moyennes entreprises qui constituent son tissu économique. La *Roma ladrona*, la Rome voleuse, comme le dit un de ses slogans, grève par ses impôts trop lourds le développement et la richesse. Elle gaspille l'argent pour soutenir à bras le corps un Sud qui se complait dans son sous-développement et sa paresse⁴.

L'Etat encore jeune qui ne sait pas ou mal s'imposer, est victime de l'absence d'un sens civique et de la conscience du bien commun de la part de ses citoyens. Cette carence a été renforcée par la faiblesse de l'Etat qui s'est accommodé du clientélisme et du clanisme familial qui sert de cadre à la société italienne. Il l'a même encouragé et nourri, y trouvant un moyen de gestion d'un territoire dont le contrôle va jusqu'à lui échapper notamment dans un Sud gangrené par la mafia. La solution du fédéralisme, dans un premier temps économique, cheval de bataille de la Ligue du Nord, est partagée par un spectre de plus en plus large de la classe politique y compris à gauche, alors que les mouvements autonomistes se développent ou apparaissent. La menace d'un parti du Sud sur le modèle de la Ligue a même été brandi cet été par un Mezzogiorno cherchant à obtenir plus de fonds de la part du gouvernement. La volonté d'un destin commun sous l'autorité d'un état centralisé semble bien faible. La voie fédéraliste signifierait la fin du modèle centralisateur jacobin adopté cahin caha par la Nation

italienne et déjà mis à mal par un statut spécial accordé à cinq régions : la Sicile, la Sardaigne, le Trentin-Haut-Adige, la Vallée d'Aoste, Frioul-Vénétie julienne.

L'unité ethnique aujourd'hui mise à mal

Le visage de l'Italie est entrain de changer. L'immigration y est un phénomène nouveau. Il y a 20 ans, les étrangers ne représentaient que 0,8 % de la population de la péninsule. Aujourd'hui le seuil des 6,7 % est atteint au niveau national. C'est désormais un peu plus que la moyenne européenne⁵. Mais il est de 9 % à Florence, 13 % à Milan. La population étrangère sur l'ensemble du territoire a plus que triplé en dix ans, passant d'un million de personnes en 1998 à 4,5 millions en 2008. La fécondité y est deux fois plus importante (2,5 enfants en moyenne par femme contre 1,26 pour les Italiennes). 12 % des naissances en Italie le sont aujourd'hui grâce aux étrangers. Un phénomène qui devient de plus en plus important et qui évolue. L'immigration n'est plus uniquement une immigration masculine de travail. Les familles se regroupent et la parité est désormais atteinte. Les Italiens de seconde génération sont, à présent, près d'un demi-million et entre 60 000 et 70 000 élèves étrangers arrivent chaque année dans les écoles italiennes. La perception que les Italiens ont du phénomène migratoire n'est pourtant pas partout la même.

L'image souvent utilisée est celle de l'éponge. Ainsi quelques villes du Centre et du Nord, par l'offre de travail plus importante qu'elles permettent, accueillent 60 % des étrangers. Le pourcentage des immigrés n'est encore que de 9 % à Rome alors qu'en comparaison les deux tiers des nouveaux arrivants en Angleterre s'installent dans la région londonienne et près de 40 % des immigrés français vivent en région parisienne. Ce déséquilibre géographique fait du Sud de l'Italie la porte d'entrée de l'immigration, étape initiale d'un parcours migratoire qui a souvent pour destination les régions du nord ou d'autres pays européens. Sans oublier l'immigration maritime qui exerce une pression constante sur les côtes italiennes, avec ses nombreux morts en mer lors de la traversée du détroit de Messine ou encore ses centres de rétentions surchargés comme celui de l'île de Lampedusa où les conditions d'accueil sont régulièrement dénoncées. Des situations tragiques qui reviennent régulièrement sur la scène médiatique, choquant ou laissant indifférente l'opinion. Les différents partis politiques s'en servent à des fins électoralistes et en font un enjeu de leurs affrontements. Une immigration légale ou clandestine utilisée économiquement ou politiquement mais qui laisse l'État italien démuni. C'est justement dans sa confrontation à d'autres cultures que pourrait naître la définition d'un projet commun, d'une communauté de destin, d'une Nation italienne. Or l'accueil et l'intégra-

tion des étrangers n'en sont qu'à leurs balbutiements et n'ont pas encore été véritablement pensés et mis en œuvre par l'administration. La pression migratoire engendre plutôt un repli identitaire avec ses dérives et ses violences.

Conclusion

On l'a vu la Nation italienne n'est pas l'Etat-Nation français qu'elle a pris pour modèle. La multiplication des symboles nationaux ces dernières années font l'effet d'une méthode Coué : drapeau tricolore et hymne national mis en avant par tous les partis politiques confondus, rétablissement du défilé militaire lors de la fête de la République le 2 juin, fête de l'unité et des forces armées le 4 novembre, attachement au texte de la Constitution de l'État italien. Tout cela recouvre pourtant un sentiment national réel qui trouve sa pleine expression lors d'évènements extraordinaires, les victoires sportives évidemment mais surtout les épreuves comme les années de plomb dans les années 1970, la mort de soldats à l'étranger ou des catastrophes naturelles comme le dernier tremblement de terre dans les Abruzzes, qui a suscité un profond élan de solidarité nationale. Si Nation veut dire uniformité dans l'unité comme en France, alors l'Italie n'en est pas une, la diversité et l'identité régionale primant sur le reste. L'État centralisé, trop faible et déficient est voué à céder la place à un fédéralisme dont la forme reste à définir. Mais la conscience nationale italienne existe bel et bien, pourquoi n'y aurait-il qu'un cadre pour qu'elle s'exprime ? L'Italie unifiée n'a pas encore 150 ans d'histoire. En 1861 à la proclamation du Royaume d'Italie, le député Massimo d'Azeglio avait déclaré : « Nous avons fait l'Italie, maintenant il nous faut faire les Italiens » avant d'ajouter « Mais il ne faut pas être pressé. »

notes

1. *Fratelli d'Italia*, pamphlet anonyme, Ed. Batello Stampatore, 2009
2. Rapport 2006 de l'Institut National de Statistique
3. *La Grande Italia. Il mito della nazione nel XX secolo*, Emilio Gentile, ed. Laterza, 2009
4. *Razza Padana*, Adalberto Signore e Alessandro Trocino, ed. Rizzoli, 2008
5. Rapport Caritas/Migrantes 2008.